Mais je voudrais savoir ceci : Comment cet honorable député peut-il donner un appui loyal au gouvernement qui s'en rapporte à l'opinion du comité judiciaire du Conseil privé, quand il a soutenu lui-même et conseillé notre ex-chef, sir John Thompson, dans les mesures mêmes qui ont amené ce résultat ? Quand la politique ministérielle au sujet du renvoi de cette question aux cours de justice a été annoncée en cette Chambre, cet honorable député a jeté dans la discussion tout le poids qui peut s'attacher à son opinion, quelle qu'en soit la valeur. Il a félicité sir John Thompson d'éliminer de l'arène tourmentée de la politique une question de cette nature. Que disait-il ? En 1893, il disait ceci :

L'objet de cet acte était, à propos de ces questions qui excitent les sentiments religieux, et dans lesquels les hommes ne peuvent pas raisonner froidement, et se sentent troublés par la passion et le sentiment, que la législature devrait appeler la loi à son secours dans toutes les difficultés quasi-judiciaires.

Et sir John Thompson a traité cette question avec la sincérité qui l'a distingué dans la vie publique, alors qu'il occupait de l'aveu général, une position embarrassante au sujet de cette même question—une position tout aussi délicate que celle où se trouve, aujourd'hui, mon honorable ami, le chef de la gauche—lui, catholique, appelé, dans un pays dont la population est en majorité protestante, à rendre justice aux catholiques, quelle que fut l'opinion des protestants. Je ne doute pas que sir John Thompson, comme homme politique, n'ait vécu dans la terreur en songeant à la position où il se trouverait plus tard ; mais, comme homme d'État et comme Canadien, l'attitude qu'il a prise dans cette circonstance lui ont mérité l'approbation de l'honorable député d'Albert lui-même. Il a cherché, si vous le voulez, un appui dans le tribunal dont j'ai parlé ; et, en 1893, il s'est engagé, sans hésitation, envers ses compatriotes, à conformer sa conduite à la décision de la cour. Et notez qu'à cette époque, un grand nombre de protestants croyaient que les catholiques succomberaient devant ce tribunal, tout comme ils avaient succombé dans la cause de Barrett. L'honorable député de Queen (M. Davies) admettra ce que je dis là. L'opinion générale, parmi les avocats, ainsi que l'a dit en cette Chambre l'honorable député de Simcoonord, semblait être que cette cause était préjugée par la décision rendue dans l'affaire Barrett. Cependant, les deux parties en ont appelé aux arbitres, et, à cette époque, elles consentaient à s'en tenir à leur décision. En 1893, après cette déclaration de sir John Thompson, l'honorable député d'Albert a dit :

Le gouvernement n'avait qu'un devoir. Le premier ministre a dit, dans un banquet, à Toronto, qu'il n'y avait qu'une étoile polaire qui devait guider dans la question des écoles du Manitoba, et que c'était de s'en tenir à la constitution. Je ne sais pas quelle étoile pouvait guider plus sûrement des ministres en traitant une question si difficile, si obscure et si délicate.

Or, quelle est la décision ? Pour des hommes ingénieux, ayant étudié la loi, pour des hommes ingénieux qui doivent avoir étudié la loi, pour des hommes n'appartenant pas à la profession et qui ont l'esprit formé, il y a ici matière à discuter cette décision jusqu'au jour du jugement. Mais voilà que l'honorable député d'Albert, si je comprends bien, s'oppose mordicus à ce que le gouvernement exécute le jugement du Conseil privé de la reine, bien qu'il eût dit que c'était le guide le plus sûr.

Je vois qu'en 1895, à la dernière session même, il a dit :

Il n'y a pas de doute que si lord Herschell était membre de cette Chambre, il serait en faveur d'une loi réparatrice à en juger par l'opinion qu'il émet.

Je partage son opinion que si lord Herschell, qui a rédigé le jugement approuvé par lord Watson, lord Macnaghten, et lord Shand, je partage son opinion, dis-je, que si ces nobles lords étaient ici ils consentiraient à voter en faveur d'une loi réparatrice. Tous protestants, quelques-uns presbytériens—protestant par nécessité, car lord Herschell est le gardien de la conscience royale—hommes non seulement formés au grand barreau d'Angleterre, mais formés—chacun d'eux, je crois, à l'exception de lord Shand—au palais de justice de Westminster, donnant chaque année des conseils à leurs compatriotes protestants sur la législation, non seulement d'Angleterre, d'Ecosse, du pays de Galles et d'Irlande, mais de tout l'Empire, ces hommes, je le dis ici, étrangers aux questions irritantes de notre pays, étrangers à nos préjugés de clocher, et tous protestants, auraient voté en faveur de ce bill réparateur, pour rendre justice aux catholiques du Manitoba, ou de tout autre partie du Canada. Comme protestant et comme Canadien je fais une légère concession, quand je dis que je consens à me joindre à eux et à faire ce qu'ils feraient.

Mais d'honorables députés disent : Et la convention ? Et le pacte ? Et nous avons entendu parler de l'importance de ces pactes antérieurs à la confédération. Oh ! certes, les protestants de la province de Québec n'ont pas besoin de s'exciter. Il y a été conclu, avant 1867, un pacte comportant que ce serait une injustice de les troubler ; mais en ce qui a trait à ces droits postérieurs à l'union, qui concernent surtout les catholiques, il n'y a rien qui ressemble à un pacte. Mais s'il y avait un pacte, je l'ai demandé à l'honorable député de Queen, qu'arriverait-il ? Voterait-il pour une législation réparatrice ? Non. Je lui ai posé la question, et il a répondu que c'était matière à très sérieuse considération.

M. DAVIES (I.P.-E.) : L'honorable député m'excusera si je signale à son attention le fait que nous parlions d'un pacte antérieur à l'union, et il m'a demandé s'il existait telle chose qu'un pacte antérieur à l'union, je voterais en faveur d'une législation réparatrice. Je lui ai dit que le droit que nous avions d'adopter une législation réparatrice ne pouvait nullement reposer sur un pacte antérieur à l'union, mais que le Conseil privé avait décidé que notre droit d'adopter une législation réparatrice était basé sur des privilèges accordés aux catholiques après l'union.

Sir CHARLES-HIBBERT TUPPER : Vous comprenez peut-être, M. l'Orateur, ce c'est là une réponse à ce que je disais alors. Je ne le comprends pas ainsi. Je dis que l'argument de l'honorable député se réduisait à rien. Je dis que le temps qu'il a pris a été absolument gaspillé, s'il n'a pas distingué entre un pacte conclu avant la confédération, et une législation passée après la confédération. Or, en ce qui a trait à ces matières, j'écarte les pactes qui ne sont pas insérés dans les statuts. Je m'en tiens au jugement du Conseil privé, et aux faits qui ont porté lord Herschell et ses collègues à